



SYMPOSIUM OF EPISCOPAL CONFERENCES OF AFRICA AND MADAGASCAR

COMMISSION JUSTICE, PAIX ET DÉVELOPPEMENT DU SECAM

Déclaration sur la COP 27

PAS DE JUSTICE CLIMATIQUE SANS JUSTICE FONCIÈRE

Introduction

Le Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM) est une Association des Conférences épiscopales catholiques d'Afrique et de Madagascar (composée de 8 régions) dont la mission est de réseauter et de parler d'une seule voix sur les questions relatives à l'Église en Afrique. Cette déclaration de politique publique de la Commission Justice, Paix et Développement (JPDC) est le résultat d'un dialogue continu avec la société civile africaine et les organisations de base, les mouvements de femmes et d'agriculteurs et d'autres groupes confessionnels rassemblés, dans un esprit de « synodalité », au sein d'une plate-forme appelée Notre terre est notre vie. L'intention du SCEAM est de mettre en évidence les préoccupations de la 27^e Conférence des Parties au sujet de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques - également connue sous le nom de COP27. Tous les peuples de Dieu, où qu'ils se trouvent dans le monde, doivent certainement s'accorder sur le fait que cette Conférence devra apporter des résultats à l'Afrique.

Sœur Terre, avec tous les abandonnés de notre monde, crie et elle nous supplie de prendre une autre voie.

Bien que la terre africaine soit si riche en ressources naturelles, l'accès à la terre continue d'être entravé par un système de relations commerciales et de propriété structurellement pervers. Beaucoup de gens en Afrique dépendent largement de l'accès à la terre, aux réserves naturelles et aux services écosystémiques pour leurs moyens de subsistance. Il est également reconnu que de nombreuses formes intensives d'exploitation et de dégradation de l'environnement non seulement épuisent non seulement la terre et les ressources nécessaires pour soutenir les moyens de subsistance des communautés, mais aussi sapent les structures sociales qui façonnent leur identité culturelle et leur sens de la vie. La façon dont l'humanité traite l'environnement influence la façon dont elle se traite elle-même, et vice versa. La culture du jetable affecte les exclus tout comme elle réduit les choses à des déchets. Toute violation de la solidarité et de l'amitié civique nuit à l'environnement et affecte la planète entière.



SYMPOSIUM OF EPISCOPAL CONFERENCES OF AFRICA AND MADAGASCAR

Pourtant, nous croyons qu'en tant qu'êtres humains, nous pouvons nous engager sur de nouveaux chemins de liberté authentique. Nous pouvons respecter les droits des peuples et des cultures et leurs droits sur la terre qu'ils habitent. Aucun système ne peut supprimer complètement notre ouverture et notre capacité donnée par Dieu à répondre à la dignité qui est la nôtre. La culture de l'écologie intégrale peut contrer la culture de l'irrationalité face à l'urgence climatique, à la culture du déguisement, du déni, de l'occupation et de l'extermination. La Charte de la Terre nous demande de laisser derrière nous la période d'autodestruction et de prendre un nouveau départ. Malgré toutes nos limites, les gestes de générosité, de solidarité et d'attention ne peuvent que jaillir en nous puisque nous sommes faits pour l'amour. (cf. Laudato Si, #22; 25; 52-53; 58; 116; 138-142; 145; 166; 205-207)

Partager la lutte pour la justice foncière et climatique

Nos communautés sont exposées à la crise climatique et à l'accaparement des terres qui va de pair avec l'accaparement des plans d'eau, la pollution croissante de l'eau et des sols par les pesticides, la perte de la biodiversité et des semences traditionnelles, alors qu'elles assistent à la destruction irrémédiable de leur environnement. Les communautés partagent l'expérience qu'en revendiquant leurs droits à la terre, elles sont persécutées, ce qui conduit à des conflits plus violents, au désespoir et à l'instabilité. Malheureusement, la dignité et le bien-être partagé des agricultrices et des paysannes sans expérience foncière, associés à de profondes inégalités, sont compromis.

Pourtant, nous comprenons que les communautés ne devraient pas être appauvries si les ressources n'étaient pas capturées par les puissants et leurs entreprises et cédées par des institutions publiques faibles. En nous rassemblant en tant qu'acteurs religieux africains, organisations de la société civile et activistes des droits fonciers communautaires, nous nous engageons avec les communautés dans leur lutte pour la justice foncière et climatique, nous dénonçons les fausses solutions qui privent les communautés locales de leurs moyens de subsistance, de leurs droits fonciers et de leur régime foncier.

Nous rejoignons les communautés qui se mobilisent contre les investissements malavisés dans l'acquisition de terres à grande échelle et leurs luttes contre l'accaparement des terres dans le cas de Feronia en RDC, Addax Bioenergy en Sierra Leone, Socfin en Sierra Leone, la filiale de SIAT en Côte d'Ivoire ([voir lien](#)), le bassin du fleuve Congo en RDC, TOTAL-ENI à Capo Delgado, au Mozambique, et l'oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est en Ouganda, Tanzanie et Kenya.



SYMPOSIUM OF EPISCOPAL CONFERENCES OF AFRICA AND MADAGASCAR

La CCNUCC et les COP ont démontré leur volonté de retarder, de nier ou de repousser encore plus loin l'objectif de maintenir la température mondiale en dessous de 1,5 degré Celsius. Les nations riches conçoivent des solutions fictives (solutions basées sur la nature et solutions technologiques) et prétendent indemniser les communautés pauvres en Afrique. Les pays riches font pression pour compenser leurs émissions, tout en refusant de réduire leurs propres émissions. La COP27 doit abandonner toutes les fausses solutions (zéro net, échange de quotas d'émission raté systèmes de compensation). Les gouvernements, la société civile et les mouvements sociaux doivent se joindre à la lutte pour un changement de système et exiger un zéro réel, et non zéro net.

Laudato Si appelle à une nouvelle culture de l'écologie intégrale et humaine

Laudato Si (#166+) note que l'Église a une responsabilité envers la création, et elle doit affirmer cette responsabilité dans la sphère publique. Ce faisant, elle doit défendre non seulement la terre, l'eau et l'air comme des dons de la création qui appartiennent à tous. Elle doit avant tout protéger l'humanité de l'autodestruction. Nos devoirs envers l'environnement sont liés à nos devoirs envers la personne humaine, considérée en elle-même et en elle-même et par rapport aux autres.

Nous voudrions appeler tous ceux qui se rassemblent à Sharm el-Sheikh à se souvenir des appels lancés récemment par les communautés locales dans leur lutte contre l'acquisition de terres à grande échelle. Alors que les discussions sur la crise climatique s'intensifient, la terre et la justice climatique doivent aller de pair.

Recommandations

- Nous sommes solidaires de toutes les communautés et de tous les territoires touchés par l'accaparement des terres, les conflits armés et les guerres pour les ressources. Les actions climatiques qui perpétuent l'injustice foncière et l'exploitation accrue des ressources naturelles et le déplacement des communautés en raison de fausses solutions doivent faire place à une transition équitable et juste dans les secteurs de l'agriculture et de l'exploitation minière.
- Les communautés autochtones et leurs chefs traditionnels doivent être les principaux partenaires du dialogue lorsque des projets d'acquisition de terres à grande échelle affectant leurs terres sont proposés.



SYMPOSIUM OF EPISCOPAL CONFERENCES OF AFRICA AND MADAGASCAR

- Le droit des femmes au consentement libre, préalable et éclairé et le droit des peuples autochtones et de leurs communautés de dire non aux projets qui les privent de leurs terres sur leurs territoires doivent être respectés.
- L'agroécologie paysanne doit être reconnue, respectée et soutenue, ce qui inclut la sécurisation des terres et des ressources naturelles des communautés.
- L'article 6 de l'Accord de Paris doit être révisé pour éviter toute marchandisation des terres et des ressources naturelles au détriment des communautés locales.
- Nous exhortons les pays du Nord à payer leur dette écologique et à utiliser respectueusement les connaissances autochtones pour concevoir des interventions sur le terrain qui soient adaptées au contexte local.

Accra, 4 Novembre 2022

Son Eminence Le Cardinal Fridolin AMBONGO
Archevêque de Kinshasa (RDC)
Vice-Président du SCEAM et Président de la Commission Justice,
Paix et Développement (SCEAM)

Pour toute demande de renseignements, veuillez contacter le Père Germain
Rajoelison au <justicepeace_secam@yahoo.co.uk> ou Simson Mwale à
<jpdcprogram@gmail.com>